

MAI 2011

Pages 2-5

ACTUALITÉS DU MONDE

Maroc

Quel avenir ?

Hongrie

Selon Viktor Orban

Cuba

Après le VIème Congrès du PCC

Lybie

Le dessous des cartes

Turquie

Élections et la société kurde

Pages 6-7

FOCUS

Monde arabe: quelques questions

Page 8

ACTIVITÉ DES
RELATIONS INTERNATIONALES

Pages 6-10

REGARD sur

Les dépenses militaires
dans le monde

Triste record !

Page 11

SOLIDARITÉ

Palestine: déclaration du Parti
communiste israélien (extraits)

Un timbre pour Mumia

NOMMER LES CHOSES POUR CE QU'ELLES SONT...

Le 2 mai dernier, sur France 2, François Fillon s'est permis de « souhaiter que le modèle de la rue arabe ne soit plus Oussama Ben Laden mais désormais le manifestant de la Place Tahrir, le blogueur de Tunisie... ».

En s'exprimant ainsi, le Premier ministre fait injure à ces peuples. Oussama Ben Laden, Al Qaida, la mouvance dite salafiste – radicale et violente – n'ont jamais été le « modèle » des citoyens de Tunisie, d'Égypte et d'ailleurs. La montée de l'islamisme politique dans le monde arabe depuis les années 80 est une réalité. Mais une réalité qui révèle et qui fait partie de la crise profonde de ce monde meurtri et déchiré par des régimes autoritaires, violents, sclérosés et corrompus. L'islamisme politique et ses dérives sectaires radicales sont des phénomènes inhérents à des systèmes de pouvoir en crise, sous domination étrangère, incapables d'ouvrir un avenir à la société.

Les manifestants de la démocratie, eux, en revanche, veulent renverser ces systèmes, apporter de nouvelles réponses démocratiques, politiques et institutionnelles, de nouvelles façons de faire de la politique. Ils cherchent à rassembler dans une démarche politique.

La presse et les médias, pourtant, n'ont cessé de parler d'une « contagion » des soulèvements arabes. Comme si c'était une maladie... alors que, justement, c'est le chemin – difficile et même incertain – d'une volonté de « guérison » par la mobilisation et par le changement politique.

C'est toute la différence : ce n'est pas une question de « modèle » pour une « rue arabe » considérée avec condescendance. Il faut nommer les choses pour ce qu'elles sont : des citoyens, des peuples se mobilisent collectivement pour renverser des régimes anti-démocratiques. Ils veulent affirmer une dignité nationale et imposer des libertés, des formes de souveraineté populaire et de justice sociale. C'est le fondement de notre solidarité. On comprend que cela puisse faire peur à certains.

Jacques Fath

responsable des Relations internationales



- **Manifestation de solidarité avec le peuple palestinien**, dimanche 15 mai, 15 h, République à l'appel de l'inter-collectif de solidarité avec les luttes dans les pays du monde arabe
- **Colloque: Quelle solution politique à la question kurde de Turquie ?**, lundi 30 mai de 13 h 30 à 19 h à l'Assemblée nationale, salle Lamartine, 101 rue de l'Université Paris 7e
- **Face à la dette, l'austérité, pour la coordination des luttes et une alternative démocratique**, conférence européenne mardi 31 mai au Parlement de Bruxelles, en partenariat avec le groupe parlementaire GUE/NGL et de nombreuses organisations : Transform - FSU - Espace Marx

Maroc quel avenir ?

De profonds mouvements traversent aujourd'hui la société marocaine, au même titre que d'autres pays de la région. Le pouvoir royal, avec le soutien actif du gouvernement français, tente d'échapper aux exigences démocratiques et sociales exprimées par le peuple marocain. Le *Mouvement du 20 février* se veut porteur d'un autre avenir pour le Maroc.



Fin et début de règne

Outre sa maladie, l'état se resserre autour d'Hassan II à la fin de son règne (mouvement des familles de victimes, des organisations des droits de l'Homme, découverte du bagne de Tazmamart, le livre de Gilles Perrault, etc.) et ses alliés occidentaux, après la chute du mur de Berlin, font pression sur lui pour lâcher un peu de lest. Il procède à une amnistie générale en libérant des prisonniers politiques et permettant le retour des exilés politiques. Il va même aller jusqu'à inscrire dans le préambule de la Constitution de 1996 l'adoption des principes des droits de l'Homme tels qu'ils sont reconnus mondialement, créer un Conseil consultatif des droits de l'Homme (CCDH) et appeler le socialiste Youssoufi Abderrahman à la primature.

Beaucoup ont vu en cela un vrai changement et une vraie ouverture démocratique. Ils vont vite déchanter. En fait, il voulait juste déminer le terrain devant son fils qui allait lui succéder.

Le début du règne de Mohamed VI est marqué par la poursuite de la même voie que son père. Il organise le retour d'Abraham Serfaty qui était expulsé en France, limoge Driss Basri, l'ancien ministre de l'Intérieur et bras droit d'Hassan II, relooke la Moudawana (statut de la femme) et met en place l'instance *Équité et réconciliation* en appelant à sa tête des anciens prisonniers politiques qui étaient très actifs dans les organisations de défense des droits de l'Homme, notamment le Forum marocain *Vérité et Justice*.

Pour un observateur de loin, tout cela semble aller dans le bon sens et se laisse convaincre de la bonne volonté du pouvoir marocain de vouloir tourner la page. Sauf que, quand on regarde ça de près, on trouve que le passif est trop lourd et que la volonté politique en question n'est pas si évidente que ça. L'État marocain veut, certes tourner la page, mais au moindre coût politique et sans toucher à l'essentiel, c'est-à-dire les fondements de la Constitution que sont les trois lignes, dites rouges, à ne pas franchir : la monarchie, la religion et l'intégrité territoriale. C'est le socle de l'article 19 qui ne bouge pas et ne bougera pas dans la prochaine Constitution promise au peuple.

Contexte du *Mouvement du 20 février*

Le *Mouvement du 20 février*, porté par la jeunesse marocaine et appuyé par les forces vives démocratiques au Maroc, a remis au devant les revendications fondamentales pour l'établissement d'une démocratie réelle, la consécra-

tion des droits de l'Homme et de l'État de droit ; afin que la liberté, la dignité, la justice sociale et la citoyenneté soient enfin des réalités au Maroc.

La révolution tunisienne a profondément bouleversé l'équation politique au Maghreb ainsi que dans le reste de la région. La chute de Ben Ali et son régime a fait tomber une barrière psychologique et montré la voie. Les Égyptiens ont emboîté le pas aux Tunisiens et démontré une seconde fois que tout autoritaire qu'un régime puisse être, il ne peut résister à la mobilisation du peuple et à ses aspirations légitimes. Des mouvements se sont créés dans l'ensemble du Maghreb-Machrek, de l'Irak au Maroc, pour réclamer des changements au niveau économique, social et politique. Le *Mouvement du 20 février* au Maroc s'inscrit dans ce cadre.

Composé essentiellement de jeunes citoyens marocains et soutenu par toutes les forces vives et démocratiques, le *Mouvement du 20 février* a appelé à manifester à travers tout le Maroc pour réclamer la liberté, la justice, la dignité, la démocratie, l'État de droit, bref de vrais changements démocratiques.

Le 20 février dernier, le Maroc avait rendez-vous avec l'Histoire après que d'autres peuples de la région aient exprimé, eux aussi, leur désir de se débarrasser du fardeau et lourd passé de l'État de non droit que leur imposaient leurs dirigeants.

Les grandes manifestations pacifiques depuis le 20 février, organisées dans plusieurs villes marocaines, ont montré la maturité et l'ampleur du mouvement. Des violences policières ont été exercées contre les manifestant-e-s et les militant-e-s des droits de l'Homme et qui ont conduit à la mort du jeune Karim Chaïb à Séfrou. Cinq autres ont trouvé la mort à El Hoceima dans des conditions non encore élucidées. Poussée par le désespoir et le climat général pesant, Fadwa Laroui, jeune femme de 25 ans et mère de deux petits enfants, a mis fin à sa vie en s'immolant par le feu, le 23 février à Souk Sebt, dans la région de Tadla-Azilal. Plusieurs arrestations ont été opérées et des condamnations lourdes ont été prononcées, allant jusqu'à 10 ans de prison ferme.

Les derniers rassemblements et notamment celui de dimanche 13 mars à Casablanca, ont connu une escalade dans la violence policière. Les forces de l'ordre n'ont pas hésité à mater les manifestants et à les poursuivre jusque dans les locaux casablancais du Parti socialiste unifié où ils ont essayé de se réfugier. Des responsables de ce parti, présents sur place, ont eux aussi été violentés. Une centaine de jeunes manifestants ont été arrêtés et remis en liberté plus tard et plusieurs d'autres ont été blessés. Les vidéos et les photos postées sur la toile depuis le 20 février montrent toutes la violence et la sauvagerie des interventions policières pour disperser des rassemblements pourtant très pacifiques.

Le régime marocain semble clairement avoir choisi l'option sécuritaire pour répondre aux aspirations légitimes du mouvement du 20 février. Ceci est en contradiction totale avec les initiatives prises dernièrement qui consistent en la mise en place du Conseil économique et social, le Conseil

national des Droits de l'Homme à la place de l'ancien CCDH et avec les intentions affichées dans le discours, prononcé le 9 mars, concernant la désignation d'une commission qui se chargera de la révision, partielle et selon un agenda bien défini, de la Constitution.

Le *Mouvement du 20 février* ne se démobilise pas pour autant. Il estime que c'est grâce à sa pression, conjuguée à la solidarité et au crédit de sympathie suscités chez les forces démocratiques de la société civile marocaine, qu'il y a eu ces annonces. Il considère qu'elles restent encore en deçà de ses attentes et c'est pour cette raison qu'il maintient sa pression et sa vigilance en appelant encore à manifester dans toutes les villes du Maroc.

En France, nous avons créé un comité de soutien au *Mouvement du 20 février*, pour accompagner ce mouvement, continue à se mobiliser pour amplifier le mouvement. Cette dynamique commence à prendre forme et plusieurs appels à manifester ont été lancés en direct de l'ambassade du Maroc pour exiger des responsables marocains, à partir d'ici, d'accéder sans tergiverser à toutes les revendications légitimes du *Mouvement du 20 février*, axées essentiellement autour de :

- Une nouvelle constitution démocratique émanant de la volonté du peuple
- La démission du gouvernement et la dissolution des deux chambres du parlement
- La séparation des pouvoirs avec une justice indépendante
- Le jugement des responsables de la torture et des crimes contre les militants marocains
- La lutte effective contre la corruption et la restitution des richesses spoliées au peuple
- La libération de tous les prisonniers politiques au Maroc
- Le droit de manifester et l'arrêt immédiat de toute poursuite à l'encontre des manifestants du 20 février
- L'arrêt de la répression et une enquête sur toutes les violences contre les manifestants

Le *Mouvement du 20 février* est déterminé dans sa dynamique. Il ne lâchera pas. Il ne veut pas raté son rendez-vous avec l'Histoire. La liberté, la dignité, la justice sociale, la démocratie et l'État de droit au Maroc sont ses leitmotivs. Ce sont ses choix, et c'est aux responsables marocains de faire les leurs.

Ayad Ahram, secrétaire général de l'ASDHOM
membre du *Mouvement marocain du 20 février Paris/Île-de-France*

Hongrie selon Viktor Orbán

C'est sur fond de mobilisation en Hongrie, le pays qui préside actuellement l'Union européenne, que s'est tenu les 15 et 16 avril derniers, le Bureau exécutif du Parti de la gauche européenne (PGE), accueilli par le « Parti des travailleurs de Hongrie 2006 ».

Quelques années après l'arrivée au pouvoir de Viktor Orbán et de son parti conservateur (FIDESZ), une réforme constitutionnelle inquiétante était au cœur des mobilisations. Après la loi sur les médias qui impose un régime strict de supervision du gouvernement sur le contenu de l'information, le mot République a tout bonnement été évacué de la loi fondamentale. Un nouvel organe, le « *Conseil budgétaire* » composé de proches de



Viktor Orbán, s'est vu octroyé un droit de veto sur le budget et pourra demander « *la dissolution du Parlement si la dette publique excédait les 50 % du PIB* » (ce ratio est actuellement de 80%). Une possibilité pour le Fidesz, en cas de changement de majorité parlementaire, d'organiser un putsch.

Son préambule, se référant à Dieu, s'inspire des théories du mouvement « *pro-vie* », remet en cause le droit à l'avortement et ouvre la voie vers la discrimination des non catholiques et des familles qui n'entrent pas dans le « *moule* » traditionnel.

Alors qu'un plan d'austérité appelé « *Széll Kalman* » contenant des coupes budgétaires sur les retraites, les transports publics et le remboursement de médicaments, les syndicats qui ont participé à l'euromanifestation du 9 avril à Budapest ont dénoncé, lors d'une rencontre avec Pierre Laurent, un manque de dialogue social et des entraves au droit de grève car la loi modifiée par la FIDESZ prévoit que la cour suprême juge la légitimité d'une grève pour l'autoriser ou non.

Face à ces reculs de civilisation, le silence de l'Union européenne est insoutenable. Il en va de même concernant la situation des Roms installées sur le territoire depuis des siècles. Un cadre européen « *d'intégration* » existe, mais sa mise en place reste de la compétence des États. Cela permet à Orbán de tenir un double discours: il se présente dans l'UE comme partie prenante de ce processus, mais il ne fait rien pour les Roms de Hongrie qui vivent dans des conditions d'extrême pauvreté et qui sont régulièrement l'objet d'intimidation et de violences. C'est cette hypocrisie qu'a dénoncée Pierre Laurent lors d'une réunion publique à la maison des syndicats de Budapest.

Anne Sabourin
assistante de Pierre Laurent, président du PGE

PACTE POUR L'EURO: le PGE à l'offensive

Le bureau exécutif du PGE a adopté lors de sa dernière rencontre une déclaration sur le pacte pour l'Euro intitulée : *Pour une contre offensive des peuples européens*. Il y dénonce un « *coup d'État des marchés contre la démocratie* » et les mesures qui en découlent: compression des salaires, généralisation de la précarité, coupes budgétaires et mise sous tutelle des budgets nationaux. Il réitère son « *soutien aux nombreuses et puissantes mobilisations sociales* » en Europe et a organisé des meetings dans plusieurs pays, dont un, le 3 mai dernier à Paris, rassemblant 1000 personnes.

Une campagne a été lancée autour de l'idée d'un Fonds de développement social et de solidarité qui – grâce à des financements publics et à l'utilisation du pouvoir de création monétaire de la banque centrale européenne – permettrait de financer des services publics européens et nationaux. La nouvelle procédure d'« *initiative citoyenne européenne* » sera utilisée pour lancer le débat au niveau européen à partir de mai 2012.

Cuba

Vle congrès du Parti communiste : dessiner un socialisme à la cubaine

Le VI^e congrès du Parti communiste de Cuba qui vient d'avoir lieu ce mois d'avril devra être un événement d'une grande portée. Il s'agit d'un effort sans précédent pour réinventer le socialisme et d'une mise en question des erreurs commises en cinquante de révolution. Les réformes proposées mettent en perspective l'avenir de la révolution. Elles sont le résultat de discussions et débats des mois passés et de la prise en compte des opinions exprimées lors du grand débat national de 2007.

Le peuple cubain vit une situation économique extrêmement grave. Les mesures prises ces dernières années ont permis une relance de la croissance et une certaine amélioration des conditions de vie mais sans véritablement apporter une issue durable. Le blocus, les effets des crises dans le monde capitaliste, la chute des prix des exportations, la hausse des produits importés et les conséquences des catastrophes naturelles sont pour beaucoup à l'origine des problèmes.

Mais le PCC met aujourd'hui en avant l'urgence de s'attaquer aux problèmes structurels propres au modèle développé jusqu'ici. Il s'agit de rompre avec le verticalisme et avec la centralisation excessive qui empêchent l'initiative et favorisent les inerties. Le congrès propose « une décentralisation qui donne la primauté à la planification tout en prenant en compte les tendances du marché » avec plus d'autonomie pour les entreprises et administrations afin de libérer les forces productives. L'État devra se concentrer dans les secteurs stratégiques tout en garantissant l'accès à la santé et à l'éducation. D'autres secteurs tels que les services seront désétatisés, le travail à compte propre sera favorisé et l'embauche sera permis pour permettre de compenser la réduction d'au moins 500 000 emplois dans le secteur d'État (qui représente 90% de l'emploi total).

Un autre aspect des changements prévus concerne la confusion qui s'est installée entre l'État et le Parti. Le rôle des administrations sera renforcé et le parti n'aura pas à se mêler de la nomination des cadres et directions qui reviennent aux institutions de l'État. L'appartenance au PCC ne sera plus le critère de sélection des directeurs et responsables de ces institutions.

Le renforcement de institutions sera la meilleure garantie pour donner une continuité au processus entamé en 1959. L'avenir de la révolution ne reposera donc sur telle ou telle personne mais sur des institutions qui fonctionnent et une législation qui devra évoluer.

Le chemin à parcourir ne sera pas facile puisque le défi est énorme. L'objectif d'un renversement de la conception d'un État omniprésent et paternaliste, assurer l'efficacité dans le fonctionnement des entreprises et administrations et intégrer les nouvelles relations sociales posent la question de la participation. Quels seront les espaces nouveaux créés dans le cadre de la nouvelle autonomie des entreprises et des organes de l'État?

La conférence que le PCC prévoit pour le 28 janvier prochain où il devra décider « avec une volonté rénovatrice » les transformations nécessaires. Il s'agit de renforcer la démocratie interne, le caractère collectif de sa direction et procéder au rajeunissement de ses cadres et selon Raul Castro de mettre fin à « l'immobilisme qui se fonde sur des dogmes et des consignes ».



Libye

guerre : le dessous des cartes

La Libye reste, depuis les années 90, l'un des premiers investisseurs en Afrique, à travers diverses structures, dont la Libya Arab Africa Investment Company (LAAICO), suivie plus tard par le fonds LAP, la banque sahélo-saharienne et diverses structures. Les investissements de la LAAICO sont passés de 25 millions de dollars en 1991 à 1,5 milliard de dollars en 2008.

Investissements agricoles

Contrairement aux Chinois, qui investissent dans les industries extractives, les Libyens investissent en général dans le tertiaire (hôtellerie sur du foncier bien situé) et, de plus en plus, dans l'agriculture. Ce dernier créneau est devenu une priorité, avec des investissements conséquents au Mali, au Nigeria, au Tchad, etc. Au Mali, la Libye exploite 100 000 hectares de terres, à travers la société Malibya, dotée d'un capital de 56 milliards de francs CFA, soit 85 millions d'euros. Au Liberia, 30 millions de dollars ont été investis par la LAP via une ONG locale pour le développement du riz.

Vaste parc hôtelier

Depuis 2007, la LAAICO dépend de la Libya Africa Portfolio (LAP), au capital de 8 milliards de dollars, et qui voulait consacrer jusqu'à 5 milliards de dollars à l'Afrique. La LAP est une sorte de holding qui couvre la Oil Libya Holding Company, la LAFICO, Afriqiya et la Banque sahélo-saharienne pour l'industrie et le commerce (BSIC). Au Mali, la société LAFICO a racheté l'hôtel Amitié, l'un des meilleurs hôtels de la ville, devenu son QG dans ce pays, et qui a été rénové pour 24 millions d'euros. Autres hôtels rachetés, le Mariatou Palace, et l'hôtel Kempinsky Palace. En outre, un espace de 7 hectares est en cours d'aménagement à l'entrée de Bamako. À Lomé, les Libyens ont acheté récemment l'Hôtel du 2 Février, le plus grand établissement du pays avec 35 étages. En Gambie, les fonds libyens ont massivement investi dans l'hôtellerie, avec la construction du complexe Jerma Beach Hotel, la reprise de l'Atlantic Hotel et du Dream Park.

Télécoms et finance

En dehors de l'hôtellerie, la Libye a jeté son dévolu sur le secteur télécom, notamment au Tchad et en Zambie. Dans ce dernier pays, la Libye a acquis 75% du capital de la Zamtel, pour plus de 380 millions de dollars. C'est la plus grande transaction financière en Zambie depuis le début du processus de privatisation dans les années 90. L'acquisition s'est faite à travers la Lap Green Network.

La Libye a aussi investi dans de nombreux domaines, dont le projet spatial africain, RASCOM, où elle détient 61% des parts. Depuis juillet dernier, le riche état pétrolier a lancé un hedge fund depuis la City pour saisir les opportunités d'investissements en Afrique. Une quarantaine de traders rompus à la gestion alternative devaient être recrutés pour ce fonds baptisé FM Partners, géré par Frederic Marino, un ancien de Merrill Lynch et Bear Stearns. Cette politique d'investissements de la Libye en Afrique était portée par Khaled Kagigi, directeur général du Libyan Arab Investments Portfolio (LAIP), Taher Siala, directeur général de LAFICO, Abdulbaset Elazzabi, directeur général de Lap Green Portfolio. L'ensemble des fonds libyens sont mis sous la tutelle de la Libyan Investment Authority, qui supervise et gère une bonne partie des réserves du pays.



Turquie élections sur fond de procès de la société civile kurde

Les élections législatives prévues en

Turquie en juin prochain se préparent sur un fond d'opérations militaires contre la résistance kurde¹ et de ripostes populaires très importantes. Le PCF participe à une délégation d'observateurs missionnés sur place.

Newroz, nouvel an kurde fêté en mars, a connu cette année une participation sans précédent, un soulèvement populaire mobilisant environ trois millions de personnes. À cette occasion, le principal parti kurde, Parti Paix et Démocratie (BDP) et le Congrès de la Société Démocratique (DTK) ont lancé ce 24 mars un mouvement de protestation de grande envergure dans plusieurs villes appelant à « une désobéissance civile » dans des formes pacifiques.

Cette campagne porte quatre exigences : l'arrêt immédiat des opérations militaires et politiques, la garantie constitutionnelle du droit à l'enseignement dans la langue maternelle et du droit d'utiliser cette langue kurde dans les structures administratives, la suppression du seuil électoral de 10 %, celui-ci ayant pour effet de limiter considérablement la représentation du peuple kurde au sein du Parlement, et la libération des prisonniers politiques.

Ces actions prennent des formes multiples. Des « *chapeaux de la paix et du dialogue* » sont dressés dans de nombreuses villes pour des débats populaires, grèves de la faim illimitées dans les prisons, ouverture des charniers, sit-in pour exiger la vérité sur les disparus, boycott du serment d'allégeance par les jeunes dans les établissements scolaires. Mais ces résistances affrontent de nombreuses violences et arrestations. La FIDH évoque « *le procès de la société civile* ». Plus de 2000 cadres et militants actifs sont arrêtés, responsables du BDP et animateurs de la campagne électorale pour moitié d'entre eux, mais aussi des militants d'associations, des intellectuels.

La Cour suprême électorale de Turquie (YSK) qui avait pris en avril la décision scandaleuse d'invalider des candidats indépendants soutenus par le BDP et des mouvements de



la gauche progressiste turque, avait entraîné une réprobation quasi générale de la classe politique², d'intellectuels turcs, et de nombreuses réactions internationales³. Il est partiellement revenu sur sa décision⁴ ce qui permettra notamment à Leyla Zana et Hatip Dicle, personnalités kurdes incontournables, de se présenter.

Bien que le premier ministre Erdogan ait tenté de minimiser son rôle dans cette affaire, la part de responsabilité du gouvernement turc et de l'AKP (parti islamo-conservateur majoritaire) est grande. Le recul reconnu comme un signe de bonne volonté par l'Union européenne, masque la réalité des manœuvres qui visent à priver le BDP d'une véritable représentation kurde dans la prochaine assemblée. Provoquant aussi à quelques semaines des élections, l'affrontement avec les forces militaires du PKK se traduisant par plusieurs morts, l'armée participe à la réactivation du sentiment nationaliste turc afin de marginaliser au plan national le BDP, et sous couvert de lutte contre le terrorisme continuer à rester pour l'Union européenne, le modèle d'une transition démocratique dans un pays musulman. L'AKP gagne alors sur deux tableaux, celui d'un soit disant signe démocratique en revenant sur les interdictions de candidatures et dans l'affichage de sa détermination à lutter contre le terrorisme. C'est sous cet argument que la Turquie s'autorise une répression à grande échelle à l'encontre des kurdes sans que cela n'entraîne de condamnation de la communauté internationale⁵.

Pourtant, le mouvement kurde ne cesse d'apporter des preuves à sa démarche pacifique. Son projet de résolution, appelé : *Turquie démocratique, Kurdistan autonome et démocratique*, vise à la garantie de l'existence des droits des Kurdes et à la cohabitation pacifique avec les autres peuples, dans une Turquie démocratique.

Tant que ne sautera pas l'obstacle qui consiste à voir dans le PKK une organisation terroriste, il ne pourra pas y avoir de solution politique à la question Kurde.

La région du Moyen-Orient ne pourra pas non plus parvenir à une démocratisation stable et durable tant que la question kurde ne sera pas résolue de manière démocratique.

Dans ce contexte électoral, le Parti communiste français, avec d'autres organisations, participera à l'envoi d'observateurs pour les élections prévues ce 12 juin 2011.

Sylvie Jan

collaboratrice des *Relations internationales*

1. Les Kurdes représentent un peuple de 40 millions d'habitants, sur un territoire divisé entre l'Irak, la Syrie, l'Iran et la Turquie. 15 millions d'entre eux se trouvent en Turquie. Ils sont soumis depuis des siècles à des massacres et persécutions en grand nombre. Ils ont subi un génocide physique et culturel. Plus de 4000 villages ont été détruits par l'armée turque et des millions de personnes déplacées par la force. Des dizaines de milliers de kurdes ont été arrêtés, emprisonnés, torturés. Aujourd'hui encore, 300 000 Kurdes sont privés de nationalité en Syrie.

2. À l'exception de l'extrême droite.

3. Déclaration du Parti communiste français, avril 2011.

4. Le parti d'extrême gauche ODP, (Parti de la liberté et de la démocratie) dénonce l'injustice et l'illégalité infligée à ses candidats.

5. La France n'est pas en reste avec des arrestations brutales commises par la police française contre des Kurdes, à qui il est reproché de « *la sympathie* » avec le parti déclaré « *terroriste du PKK* », à Paris et Marseille. Des procès vont se tenir en juin prochain. Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, s'était adressé au ministère des Affaires étrangères et aux députés européens, le 8.12.2010, dès l'annonce des arrestations.

Sources : Joël Dutto, association Solidarité-Liberté, FIDH, Rojbin, Nursel et Murat du Centre culturel kurde Ahmet Kaya, Fédération des Associations kurdes en France, communiqué du BDP, Dominique Torre.

**mobilisation populaire kurde sans précédent
contre une répression quotidienne féroce**



LE PCF ET LES SOULÈVEMENTS DANS LE MONDE ARABE SUR QUELQUES QUESTIONS

Les soulèvements populaires concernent tous les pays du monde arabe, à quelques exceptions près (Arabie Saoudite et quelques Émirats du Golfe)...

La configuration politique et sociale de chaque pays ouvre à des situations très différentes. Les situations se complexifient, se différencient aussi très fortement en fonction des enjeux stratégiques. On le voit avec la Libye dont la stabilité est un enjeu pour les pays européens en particulier du fait de l'intérêt spécifique de ces pays pour les hydrocarbures libyens.

Lorsqu'il s'agit du Proche-Orient, à l'enjeu démocratique et social se mêlent étroitement la problématique politico-stratégique régionale et internationale, la confrontation Israël/Syrie/Iran et Arabie-Saoudite/Syrie/Iran... Ces confrontations – qui se cristallisent notamment dans la crise libanaise – sont surdéterminées par les politiques et les interventions des États-Unis, et de la France dans une bien moindre mesure.

Ce qui s'est passé à Bahrein l'illustre assez bien. L'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis ont envoyé massivement des troupes pour étouffer le mouvement de contestation, craignant que celui-ci ne profite directement à l'Iran puisque la majorité de la population du Bahrein est de confession chiite et que le pouvoir est sunnite, comme en Arabie Saoudite. On sait cependant que le mouvement populaire à Bahrein, comme ailleurs, n'était pas d'essence confessionnelle mais, politique, syndical, social... porteur de l'exigence démocratique d'abord. Il s'agissait donc, pour l'Arabie saoudite, d'affirmer une domination certainement conforme aux intérêts américains puisque cette région du Golfe arabo-persique est une région stratégique pour Washington notamment du fait de ses réserves en hydrocarbures. La 5ème flotte des États-Unis y dispose d'ailleurs d'une base essentielle.

Le sort du mouvement populaire du Bahrein a donc été réglé par la force pour des raisons stratégiques régionales et internationales, sans que personne, ni en France ni ailleurs en Europe et aux États-Unis, n'invoque officiellement la «responsabilité de protéger» le peuple et les manifestants du Bahrein contre une répression militaire massive qui sert si bien les intérêts des puissances occidentales et de leurs alliés au Proche-Orient.

On imagine les peurs occidentales que susciterait le développement d'un soulèvement populaire en Arabie Saoudite...

Le cas de la Syrie pose d'autres questions. Le régime de Damas n'est pas pro-occidental. Il n'est pas à la botte de Washington comme l'Arabie Saoudite et quelques autres. Mais ce régime assure une stabilité régionale depuis plusieurs dizaines d'années. S'il tombait, quelles forces viendraient-elles les remplacer ? Les Frères musulmans ?

Israël – on le voit bien – se satisfait parfaitement de ce régime que l'on peut à loisir présenter comme un adversaire irréductible. La Syrie se prétend en état de guerre contre Israël, mais il ne fait plus la guerre depuis 1982 tout en se présentant comme l'avant-garde du monde arabe contre « l'ennemi sioniste ». Il affirme défendre les Palestiniens, mais que fait-il donc pour eux ? Il prétend faire des réformes intérieures pour la démocratie, mais rien ne change. Il dit qu'il fait des concessions au mouvement populaire (il lève l'état d'urgence) mais il pratique une répression barbare dans l'arbitraire le plus total...

Le régime de Damas est une garantie à la fois immobile et brutale contre tout changement à l'intérieur et à l'extérieur. Pas étonnant qu'il ait finalement obtenu la reconnaissance et l'appui des Occidentaux. Washington y a installé un ambassadeur en 2010. Et N.Sarkozy dès son élection a abandonné la difficile politique d'isolement du régime syrien voulue auparavant par Chirac au nom de la responsabilité de ce régime dans l'assassinat de Rafic Hariri en 2005. On se souvient que Bachar El Assad fut l'invité d'honneur lors du défilé du 14 juillet 2008 quelques mois après la visite officielle de Kadhafi à Paris. On se souvient aussi que la Syrie s'était rangée du côté de la coalition menée par Washington lors de la guerre du Golfe en 1991.

Le rôle syrien est cependant plus complexe encore. Car Damas ne fait pas la guerre à Israël mais, en été 2006, les troupes de Tel Aviv ont essuyé un revers militaire au Liban face au Hezbollah, et celui-ci tient sa force et sa capacité de résistance de l'aide iranienne mais aussi syrienne.

Le régime syrien joue un rôle décisif au Liban, dans la vie politique et sécuritaire intérieure de ce pays. Il y rééquilibre – avec l'Iran – le poids de l'Arabie saoudite et des États-Unis, voire de la France. Il n'est pas évident, cependant, que la France ait encore un grand poids politique dans ce pays. La Syrie soutient la coalition dite du 8 mars: (Hezbollah + Mouvement Amal + le chrétien Michel Aoun) contre la coalition dite du 14 mars soutenue par l'Arabie Saoudite (Le Courant du futur de Saad Hariri + les Forces libanaises/chrétiennes + quelques autres forces). Le Parti socialiste progressiste de Walid Joumblatt (membre de l'Internationale socialiste) a récemment changé de positionnement pour soutenir la coalition du 8 mars.

Dans ce contexte particulier le régime syrien apparaît comme une contrepoids à l'influence occidentale et aux intérêts stratégiques régionaux des États-Unis. Pour certains il faudrait donc modérer les critiques que l'on fait au régime de Damas. La Syrie se verrait ainsi attribuer un rôle «anti-impérialiste».

Que faut-il en penser?

Le PCF a choisi la solidarité avec tous les mouvements populaires arabes pour la démocratie, les droits de l'Homme et un État de Droit. Pour d'évidentes raisons politiques et de principes. Un rôle anti-impérialiste, pour qu'il puisse s'affirmer, a besoin d'une mobilisation et d'un consensus populaire, ce que le régime syrien est en train d'obtenir... contre lui. On ne construit pas un monde nouveau, on ne transforme pas les relations internationales en dehors des peuples.

La répression massive et sanglante du régime de Damas contre les manifestants est injustifiable: plus de 600 morts et des milliers de détenus et disparus depuis le 15 mars. On ne peut « modérer » notre condamnation des crimes commis. Il ne peut y avoir deux poids deux mesures... pour personne.

Deux partis communistes syriens, celui dit de Faycal et celui dit de Bagdache, participent au gouvernement à Damas et au *Front national progressiste* dominé par le parti Baas au pouvoir. Par cette participation/collaboration politique directe, ils assument et cautionnent une des répressions les plus violentes du monde arabe.

Le PCF entretient d'excellentes relations avec les forces démocratiques syriennes dont l'Appel de Damas, le Parti démocratique du peuple et tout une jeunesse qui rejette le régime en place.

Le PCF met au cœur de sa vision du monde et du changement, l'exigence démocratique et sociale. Celle-ci s'exprime aujourd'hui avec force dans l'ensemble du monde arabe. Ce sont des soulèvements porteurs d'avenir. Nous assistons à un basculement du monde arabe avec des mouvements qui bouleversent les sociétés. On parle même de « révolution » pour la Tunisie et l'Égypte. L'emploi du mot « révolution » peut être discuté mais pas la volonté du renversement de certains régimes, de changements structurels, institutionnels et sociaux... Ces réalités préparent un autre avenir pour le monde arabe. C'est cela qui détermine avant tout nos choix.

Ce qui se passe dans le monde arabe aura des conséquences multiples.

Dans chaque pays d'abord. On ne sait pas encore où s'arrêtera le curseur des rapports de force dans les confrontations engagées partout. Il est certain que chaque peuple, chaque pays y gagnera quelque chose: des espaces de démocratie, des capacités de mobilisation sociale, des réformes plus ou moins structurelles et importantes, une capacité plus grande à affirmer une souveraineté, une autonomie vis à vis des États-Unis et d'Israël. Rien ne sera plus comme avant.

Dans l'ensemble de la région ensuite. Si l'ensemble du monde arabe change, les puissances occidentales, l'Union européenne et chaque pays de l'UE devront en tenir compte. C'est un enjeu et une bataille pour nous. Tous ces pays, effectivement, ont une responsabilité dans la crise des pays arabes à travers l'ajustement structurel qui leur

a été imposé par le FMI et la Banque mondiale, à travers les accords d'association et le « partenariat » néo-libéral euro-méditerranéen qui se structure sur la perspective d'une zone de libre-échange pour le capital privé et les multinationales. On est loin d'une coopération d'intérêt mutuel.

Par ailleurs, si les pays arabes gagnent en souveraineté et en démocratie, leur capacité à jouer un rôle positif et actif quant à la question de Palestine pourrait en être renforcée. L'accord récent Fatah/Hamas est d'ailleurs une conséquence des soulèvements arabes. Les manifestations en Palestine pour l'unité des forces et la fragilisation du régime de Damas ont ouvert un contexte favorable et poussé ainsi ces organisations palestiniennes à rechercher une issue commune et plus autonome.

Ces évolutions sont positives, y compris pour l'ensemble des relations internationales, du fait du caractère central de la question de Palestine. Jusqu'aujourd'hui, en effet, les pays de la Ligue arabe n'ont joué qu'un rôle marginal, voire négatif. Moubarak a contribué activement au blocus de Gaza et à la division palestinienne en cherchant systématiquement le consensus avec Israël, tandis que Bachar El Assad bloquait toute possibilité de rapprochement inter-palestinien.

Rien n'est encore assuré, mais il devient enfin possible de commencer à sortir de l'impasse... à condition naturellement que tous les efforts soient faits pour sanctionner et faire reculer la politique de colonisation et d'occupation israélienne. La reconnaissance de l'État de Palestine par la France et par l'UE serait un premier petit pas.

Sur le plan des relations internationales, enfin. Après les changements en Amérique latine, les soulèvements et les mouvements populaires dans le monde arabe contribuent à ce nouvel état du monde où les rapports de force ne sont déjà plus les mêmes avec la montée, y compris collective, des puissances émergentes (BRICS) mais avec aussi la crise qui affaiblit les puissances occidentales... il ne faut pas jouer le statut quo mais au contraire pousser au changement en y contribuant activement par notre solidarité avec l'ensemble des mouvements populaires et les initiatives qui doivent les accompagner. C'est le choix du PCF. Le fait que cela crée des contradictions et des confrontations politiques ne doit pas être un obstacle. Il est normal que de tels mouvements fassent naître de nouvelles problématiques.

Un monde nouveau est en train de naître dans des confrontations de classe et des conflits aigus et compliqués. Dans cette transformation les peuples jouent le rôle essentiel. C'est une grande leçon politique pour toutes les forces qui veulent réellement construire des solidarités et de l'internationalisme pour changer la vie, changer la société et le monde. C'est l'ambition et l'engagement du PCF.

Jacques Fath

responsable des Relations internationales

MONDE ARABE

Le PCF a contribué à toutes les initiatives de solidarité avec les soulèvements et les mouvements démocratiques dans le monde arabe. Patrick Margaté, Obey Ament, Emmanuelle Becker, Jacques Fath ont participé aux rassemblements et aux réunions unitaires de préparation et d'organisation des initiatives.

Irak

16 avril: soirée de solidarité à l'occasion du 77ème anniversaire du PC irakien à Saint-Denis. Intervention de J. Fath au nom du PCF.

Liban

26 mai: Marie Debs, secrétaire générale adjointe du PCL et responsable internationale, accompagnée de Hassan Khalil, est reçue par Pierre Laurent, secrétaire national, et Jacques Fath.

Maroc

27 avril: une délégation du *Mouvement du 20 février*, qui conduit les initiatives de mobilisation pour la démocratie au Maroc, est reçue par Jacques Fath et Patrick Margaté.

Tunisie

5 mai: rassemblement de solidarité avec les migrants tunisiens, avec la participation d'Isabelle Lorand, Emmanuelle Becker, Patrick Margaté (voir communiqué de presse).

5 mai: soirée-débat à Avignon sur les soulèvements dans le monde arabe avec Jacques Fath.

Arménie

4 mai: réunion des communistes d'origine arménienne le 4 mai à l'initiative de Jacques Fath et Hélène Luc.

ASIE

21 avril: le président de La Maison des Tamil Eelam (communauté tamoule de France), M. Thiruchchothi, est reçu au siège du PCF par Jacques Fath.

EUROPE

3 mai: Paris, meeting du PGE (PCF, PG, GU, PCE, Synaspismos) avec le syndicat DGB (Allemagne), ATTAC, Fondation Copernic, CGT: *Pacte pour l'euro+*, pour une contre-offensive des peuples.

Royaume-Uni

5 mai: référendum du système électoral. Elections régionales en Ecosse, Pays de Galles et Irlande du Nord.

Italie

15-16 mai: élections municipales et régionales partielles.

Chypre

22 mai: élections législatives.

Espagne

22 mai: élections municipales et régionales (communautés autonomes).

Allemagne

27-29 mai: Fête de Die Linke à Berlin.

31 mai: participation de Pierre Laurent à une conférence européenne au Parlement européen (Transform!, GUE-NGL): « Austérité, dette, destruction sociale en Europe: STOP! »

Portugal

5 juin: élections législatives.

Turquie

12 juin: élections législatives.

COMMUNIQUÉS

20 avril: solidarité avec le peuple kurde de Turquie.

Article de José Cordon sur la situation économique et politique au Portugal dans la *Revue du projet*, mai 2011.

Turquie

un article de Patrice Jorland sur la politique étrangère de la Turquie est disponible.

Vous pouvez vous le procurer en vous adressant à Marianne Parmigiani:

mparmigiani@pcf.fr.

hommage

Ernesto Sabato, l'un des plus grands écrivains de l'Argentine du XXe siècle est décédé le 30 avril dernier. Après la fin de la dictature, il s'est battu contre l'impunité en présidant la Commission nationale sur la disparition des personnes (Conadep). Ernesto Sabato est l'auteur des romans tels que *Le Tunnel* ou *Héros et tombes* (Le Seuil, « Points »).

Il est l'auteur du prologue au rapport de la Conadep intitulé *Plus jamais*. Ce rapport a servi de base aux procès qui ont permis la condamnation des membres de la dictature.

à quelques jours du G8
prévu à Deauville les 26 et 27 mai

**manifestation contre
les politiques d'austérité
imposées aux peuples
SAMEDI 21 MAI - 15 H
LE HAVRE (Gare SNCF)**

Pour tous renseignements:

Élisabeth Gauthier:
elgauthi@internatif.org
01 40 40 13 00

ou Marianne Parmigiani:
mparmigiani@pcf.fr
01 40 40 12 93

SUGGESTIONS DE LECTURE

La diplomatie de connivence

Bertrand Badie, éditions La Découverte

Dans quel système vivons-nous depuis la fin de la guerre froide ? Unipolaire ? Multipolaire ? Ni l'un ni l'autre, insiste le professeur de relations internationales Bertrand Badie dans son dernier ouvrage. Il y développe avec pertinence le fil rouge de sa réflexion, l'existence d'un club oligarchique, d'un carré des puissances qui veut gouverner le monde.

triste record !

De record en record, les dépenses militaires mondiales atteignent la somme extravagante de 1 630 milliards de dollars, une augmentation de 6% par rapport à 2009.

Le Bureau International de la Paix * a pris l'initiative d'organiser une première journée internationale sur les dépenses militaires le 12 avril dernier, jour de la publication des chiffres du SIPRI ** sur les dépenses militaires mondiales. Ces données permettent d'actualiser le rapport 2011 du GRIP *** qui porte sur l'évolution des dépenses de 1998 à 2009. Des rassemblements se sont tenus dans le monde entier pour exiger de « désarmer pour développer » (voir sur le site de IPB).

Il y a de quoi quand on apprend que les dépenses militaires mondiales atteignent des sommets fabuleux alors que les besoins les plus élémentaires de l'humanité ne sont pas satisfaits et que, même dans les pays « riches », la pauvreté s'étend. Même en ces années de crise (financière, économique et sociale), ces dépenses ont continué à augmenter : toujours plus de dépenses militaires pour toujours moins de sécurité humaine, et toujours des moyens financiers plus qu'insuffisants pour résoudre les problèmes de l'humanité, y compris pour faire face aux défis du XXIème siècle : crises énergétique, écologique...

I. Tendances générales, de 1998 à 2010

Évaluées à 1 515 milliards en 1988, peu avant la fin de la Guerre froide, les dépenses militaires mondiales ont chuté régulièrement jusqu'en 1998, année où elles s'établissaient à 993 milliards de dollars, le niveau le plus bas de la période 1988-2010. Après cette très forte baisse, la tendance est à un accroissement général des dépenses militaires dans toutes les régions du monde. Selon le SIPRI, **pour l'année 2010, correspondent à environ 220 dollars par habitant, elles sont estimées à 1.630 milliards en hausse de 1,3 % en termes réels par rapport à 2009, mais de 59 % depuis leur point le plus bas de 1998.** Les dépenses militaires mondiales de 2010 sont donc revenues à un niveau supérieur de 4,2 % à celui qu'elles avaient avant la fin de la guerre froide.

Les dépenses militaires US, en hausse de +88 % depuis 1998, principalement en raison des dépenses massives engagées depuis 2001 pour les opérations militaires en Irak et en Afghanistan sont la

principale explication de la hausse massive des dépenses militaires mondiales, dont ils représentent à eux seuls 43,4 % du total.

Pékin a annoncé un budget en hausse de 12,7% pour ses forces armées en 2011. Avec 107,5 milliards de dollars en 2010 pour ses dépenses militaires, la Chine se place au second rang devant la France et le Royaume-Uni, mais toujours loin derrière les États-Unis qui dépensent six fois plus que Pékin dans ce domaine, malgré une armée une fois et demie moins forte en nombre.

Portée par l'Inde qui domine de loin l'ensemble des six États de la région, la hausse a été en Asie du Sud de +83 % de 1998 à 2009. New Delhi a ainsi augmenté ses dépenses militaires de 13 % en 2009, pour atteindre la somme de 36,3 milliards de dollars. De ce fait, l'Inde se place à la neuvième place des États les plus dépensiers en termes militaires au niveau mondial.

Les dépenses militaires des pays du Moyen-Orient s'établissent à 111 milliards de dollars en 2010, en hausse de 2,5 % par rapport à 2009, mais de 57,3 % depuis 1998. L'Arabie saoudite consolide sa position de leader dans la région avec 39,3 milliards de dollars de dépenses militaires en 2009. Israël occupe la deuxième position avec 14,3 milliards de dollars.

On pourrait se réjouir d'apprendre que **l'Europe a réduit son effort de défense de 2,8% en 2010,** une tendance qui devrait se confirmer pour les années qui viennent, avec les annonces de coupes dans les budgets militaires en Allemagne, au Royaume-Uni, en Italie et plus globalement, dans les pays contraints de remettre de l'ordre dans leurs finances publiques. **Cependant, avec 435,5 milliards de dollars en 2010, et cinq pays de l'Union européenne figurant parmi les 15 États du monde les plus dépensiers en termes militaires, c'est encore 27% des dépenses mondiales. Enfin notons que, si, hors pensions, le budget français de la Défense pour l'année 2010 s'élevait à 46 milliards de dollars, en augmentations de 6% sur 2009, qu'il s'élève à 44,7 milliards de dollars en 2011 et qu'il devrait se maintenir à ce niveau en 2012 et 2013, les dépenses militaires réelles de notre pays se sont élevées à 96,4 milliards en 2009.**

* Bureau International de la Paix : créé en 1892, prix Nobel de la Paix en 1910 ; www.ipb.org

** SIPRI : Stockholm International Peace Research Institute ; www.sipri.org

*** GRIP : Groupe de Recherche et d'Information sur la Paix et la Sécurité ; www.grip.org

triste record

Les armements nucléaires continuent à représenter un poids très important dans les budgets militaires des neufs puissances nucléaires. Du fait de la **relance de la course aux armements**, conséquence du rejet par les dirigeants français, US et israéliens de l'adoption d'une convention d'élimination de ces armes de destruction massive, le monde connaît les ripostes de la Chine et de la Russie au projet de missiles anti-missiles occidental et les risques de prolifération. On n'est plus dans l'accumulation de missiles et de têtes nucléaires comme axe central de cette course mais dans la recherche de sophistication, de précision, d'adaptation technologique aux besoins nouveaux (il en est de même dans le domaine des armes conventionnelles) notamment pour les conflits et crises où les occidentaux interviennent (drones, munitions à uranium appauvri...).

2. Les ventes d'armes ont progressé en 2009 de 14,8 milliards de dollars et atteint le seuil des 401 milliards. Par rapport à 2008, cela représente une hausse de 8%

En Côte d'Ivoire, en Libye, en Syrie, au Barhein, au Yémen, en Afrique et au Moyen-Orient, et ailleurs, d'où viennent les armes qui sont utilisées dans les guerres civiles, dans les affrontements entre clans pour le pouvoir, pour la répression des peuples en révolte, pour écarter les gouvernements démocratiquement élus par des coups d'Etat ? Sur 100 entreprises d'armement référencées par le SIPRI, 45 sont américaines et ont réalisé plus de la moitié des ventes de matériels militaires, avec 247 milliards de dollars de chiffre d'affaires en 2009. Les ventes des 33 entreprises européennes du classement s'élèvent à 120 milliards de dollars, soit 30% environ de parts de marché. Les exportations d'armes françaises ont explosé en 2009 : + 21%.

Non seulement ces armements provoquent des destructions massives, des centaines de milliers de morts, d'orphelins, des violences contre les populations civiles, mais ce commerce des armes plombent les budgets de ces États pauvres au détriment des dépenses sociales pour l'eau potable, l'alimentation, l'éducation, la santé, le logement... **Le commerce des armes est une atteinte directe à la sécurité humaine pour des milliards d'êtres humains.**

3. Urgence de la mobilisation citoyenne pour une logique de paix dans les relations internationales

Sachant qu'un petit pourcentage des dépenses militaires des pays riches ferait, s'il était attribué de manière appropriée, une différence substantielle pour la lutte contre la pauvreté dans le monde en développement, personne ne peut contempler la montée des dépenses militaires annuelles sans s'en révolter et sans imaginer comment ce vaste trésor pourrait être utilisé différemment : pour sauver des vies, pour développer des collectivités humaines pauvres, développer les services publics d'éducation, de santé, la protection sociale,..., protéger l'environnement, promouvoir les sources d'énergie renouvelables et plus encore.

Les dépenses militaires ne sont certes pas « la » cause de la misère humaine. Bien sûr que c'est l'acaparement des richesses par une infime minorité au détriment du plus grand nombre dans le cadre de la mondialisation financiarisée avec sa logique globale d'exploitation et de domination. Mais leur rôle pour les puissances occidentales est d'étayer ce système par une domination militaire fondée sur la dissuasion nucléaire ainsi que sur la menace d'utilisation de la violence armée et sur son utilisation. C'est pourquoi la logique des relations internationales est toujours une logique de la guerre.

À Copenhague comme à l'ONU, l'expérience nous a appris que nous ne pouvons rien attendre des oligarchies qui nous gouvernent. D'où l'urgence d'une mobilisation citoyenne portant l'exigence de la paix et du désarmement comme une des matrices de cet autre monde auquel nous aspirons et travaillons et celle d'une instance de régulation des relations internationales mettant en œuvre les principes de la Charte des Nations unies. La première décision attendue n'est-elle pas d'asseoir dès aujourd'hui la sécurité sur une logique de réduction équilibrée des moyens militaires dans tous les domaines, jusqu'à l'élimination des armes nucléaires, réduction accompagnée d'une politique de destruction systématique des stocks, et de nationalisation des industries de l'armement pour un contrôle strict des transferts d'armement ?

Un timbre à l'effigie de Mumia Abu-Jamal

Symbole du combat abolitionniste, Mumia Abu-Jamal, injustement condamné à la peine de mort, en 1982, aux États-Unis, aura prochainement un timbre à son effigie (vendu exclusivement sur commande). « *C'est exceptionnel car aucune personnalité, de son vivant, ne bénéficie d'un tel honneur* », se félicite son Collectif de soutien en France, et ce d'autant plus que le sort juridique de Mumia reste très critique.

Renseignement/acha t:

MRAP solidarité Mumia,
43 boulevard de Magenta 75010 Paris

Déclaration du Parti communiste israélien (extraits)

Le PCI salue l'accord initié par les représentants des mouvements Fatah et Hamas à propos de la constitution d'un gouvernement provisoire d'unité ainsi que de la préparation des élections à la présidence, au Parlement, et au Conseil national palestinien dans les huit mois...

[...] Le PCI appelle ses partenaires du Hadash (le Front démocratique pour la paix et l'égalité) et tous les partisans de la paix en Israël, qu'ils soient juifs ou arabes, à intensifier la lutte pour la fin de l'occupation et à unir leurs forces pour gagner le soutien le plus large possible de l'opinion publique à la déclaration à venir au sein de l'assemblée générale de l'ONU pour la création d'une Palestine indépendante aux côtés d'Israël. La possibilité de parvenir à une paix durable, fondée sur le principe de deux États indépendants, selon les textes du 4 juin 1967, est plus tangible aujourd'hui que jamais.

Ne laissons pas échapper cette chance historique !
Épargnons à nos deux peuples toute nouvelle guerre et tuerie !

Une Palestine indépendante est aussi dans l'intérêt du peuple israélien !

Tel Aviv, le 28 avril 2011

Le **Parti communiste français**
publie régulièrement des communiqués
liés à l'actualité internationale.
Les communiqués sont à retrouver
intégralement sur le site du PCF:
www.pcf.fr

Chaque mercredi, dans ***l'Humanité***,
un article sur la situation internationale,
publié dans le supplément ***Communistes***